

## LE PLANNING FAMILIAL EN DANGER !

**50 ANS DE LUTTES pour une sexualité sans contraintes sans violences, pour le droit de choisir, pour les droits des femmes !**

**NON aux baisses de subvention d'État ! NON à la course aux financements !  
NON aux suppressions de postes ! NON aux réductions de personnel, qui accueillent et accompagnent, sur les questions de sexualités : contraception, avortement, IST/SIDA, violences faites aux femmes, sexisme ordinaire...**

**50 ANS DE LUTTES remises en question...**

Comme d'autres associations, le Planning familial 49 propose un lieu d'accueil, d'écoute et d'informations et mène ses projets grâce aux subventions de plusieurs financeurs. Depuis quelques années maintenant, le milieu associatif subit des baisses drastiques de subvention, à l'image d'une précarisation générale de notre société. Il devient malheureusement presque ordinaire d'alerter sur ces dernières.

**En 2018**, la Délégation Régionale aux Droits des Femmes et à l'Égalité, notre principal financeur (représentant 1/3 du budget total de l'association) nous apprenait que notre subvention annuelle allait subir une baisse importante dans le cadre de l'harmonisation des territoires. Cette transition aura pour effet une diminution « progressive » de la subvention de 50% dans un délai de 5 ans.

**En 2019**, la baisse sur 5 ans a bel et bien commencé, et n'est pas des plus « modérées ». Le Planning familial du Maine et Loire, qui prévoyait chaque année une subvention de l'État de 65 000€ a vu sa subvention baisser régulièrement : 62 000€ en 2016, 58 900€ en 2017, 56 000€ en 2018 et enfin 36 000€ en 2019, **soit une baisse de 20 000€ en 1 an seulement.**

Par cette redistribution, les financeurs nous font croire à une meilleure équité entre les territoires. C'est ce que nous appelons "déshabiller Simone pour habiller Jacqueline". Les territoires bénéficiant de financements indispensables à leur fonctionnement se voient réduire drastiquement leur budget alors que les territoires bénéficiant de nouvelles subventions n'ont pas toujours les moyens humains et matériels pour les gérer.

Au lendemain du pari d'une nouvelle embauche salariée afin de répondre aux besoins et demandes de notre département, nous nous voyons une nouvelle fois asphyxiées alors même que nous entamons un travail conséquent autour de l'amélioration des conditions salariales au sein du Planning familial 49.

Cette diminution entraînera irrévocablement un réajustement nécessaire à la survie du Planning familial local. Qu'en sera-t-il de nos actions de prévention : la réduction des heures d'ouverture au public ? la course aux projets "rentables" au détriment des besoins des publics et de la santé des salariées ? une baisse du nombre d'heures travaillées ? un risque de suppression de postes ?

D'autre part, les collectivités locales ne peuvent pas pallier au désengagement des services de l'État. Nous craignons fortement un renforcement des inégalités dans l'accès aux droits et à l'information en santé sexuelle, que nous constatons d'ores et déjà.

Alors que l'on nous répète que la grande cause du quinquennat est celle de l'égalité entre les femmes et les hommes, et tandis que se tient le Grenelle contre les violences faites aux femmes, ce nouvel aiguillage financier n'a pour conséquence qu'une baisse sévère des financements de nombreuses associations de défense des droits des femmes et de lutte contre les violences. Quelles sont les réelles mesures prises en faveur de nos associations par le Secrétariat d'État concerné, les communes et les différent.e.s élu.e.s ? Quel message envoyé aux femmes, aux hommes, à toute personne sollicitant notre accueil ?

Par ce communiqué, nous, salariées du Planning familial 49, association féministe et d'éducation populaire, alertons sur le réel danger dans lequel se trouve notre association. Certain.e.s élu.e.s locaux ont déjà pu nous exprimer leur soutien en sollicitant la Préfecture, nous les en remercions. Nous sommes fortement inquiètes quant à l'avenir et réclamons à nos élu.e.s et nos financeurs une réaction à la hauteur de l'urgence de la situation.

## Pour nous soutenir : parlez-en et adhérez !

**L'équipe salariée du Planning familial 49**